



# PRÉFET DE L'YONNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Secrétariat général aux affaires départementales Bureau de l'environnement

**Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2024-227**

**du 18 OCT. 2024**

**portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-87-008  
du 22 janvier 1987 modifié, fixant les prescriptions applicables à l'usine d'incinération exploitée  
par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS),  
sur le territoire de la commune de SENS**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

**VU** le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Bourgogne-Franche-Comté approuvé le 15 novembre 2019 ;

**VU** le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) adopté par le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté le 16 juin 2020 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-87-008 du 22 janvier 1987 autorisant Monsieur le Président du District de l'Agglomération Sénonaise à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Sens ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2005-229 du 14 avril 2005 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-87-008 du 22 janvier 1987 autorisant le District de l'Agglomération Sénonaise, devenu Communauté de communes du Sénonais, à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Sens ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0372 du 18 octobre 2012 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2005-229 du 14 avril 2005 autorisant le District de l'Agglomération Sénonaise, devenu Communauté de communes du Sénonais, à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de Sens ;

**VU** la demande d'extension d'origine géographique des déchets ménagers en date du 25 mars 2024 déposée par Monsieur Marc BOTIN, Président de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, en vue d'obtenir l'autorisation de collecter des déchets en provenance de la Communauté de communes Yonne Nord et de la Communauté de communes de l'Aillantais en Bourgogne ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 septembre 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 19 septembre 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation du demandeur sur ce projet d'arrêté notifié par courriel du 8 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1987 modifié, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais portent sur l'extension du périmètre géographique d'apport de déchets non dangereux comme suit :

- en provenance du territoire de Yonne Nord : 500 tonnes par an au maximum ;
- en provenance du territoire de l'Aillantais en Bourgogne : 1 100 tonnes par an au maximum ;

**CONSIDÉRANT** la diminution progressive depuis 2018 des apports de déchets non-dangereux en provenance de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais au sein de l'usine d'incinération en raison notamment de l'application par les riverains des consignes de tri des communes ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'accueil des déchets non-dangereux en provenance de la Communauté de communes Yonne Nord lors des arrêts techniques ou de la saturation de l'unité de valorisation énergétique (UVE) SOVALEM, située à MONTEREAU-FAULT-YONNE (Seine-et-Marne) ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité, par ailleurs, de maintenir un fonctionnement optimum de l'unité d'incinération de déchets non-dangereux (UIDND) exploitée par la CAGS et de réduire le vide de four actuel ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande est compatible avec les orientations du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Bourgogne-Franche-Comté, susvisé, qui dispose notamment en son article 4.3.6 : « *Unité d'incinération des ordures ménagères résiduelle : [...] Le Plan prévoit : - une mutualisation des installations de façon à faire fonctionner les installations au maximum de leur capacité* » ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'extension de la zone de chalandise ne se limite qu'à des communes situées sur le département de l'Yonne, conditionnant ainsi le respect du principe de proximité pour le transport des déchets fixé au 4<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe II de l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature des déchets qui seront collectés sur la zone d'extension sollicitée est similaire à celle des déchets non-dangereux déjà autorisés à être traités dans son usine d'incinération de Sens ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande n'entraîne pas la création de nouvelles installations, ni la modification ou l'extension des installations existantes ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité maximale annuelle de traitement des déchets de l'installation n'est pas modifiée ;

**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, la modification de la zone de chalandise ne présente pas un caractère substantiel au sens des dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code ;

**CONSIDÉRANT** toutefois qu'il convient d'élargir le périmètre de collecte des déchets mentionné à l'article 32.1 et à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2005, susvisé ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : IDENTIFICATION**

La Communauté d'agglomération du Grand Sénonais, dont le siège social est situé 21 boulevard du 14 juillet – 89100 SENS, autorisée à exploiter sur le territoire de la même commune, au 24 rue des Longues Raies, une usine d'incinération d'ordures ménagères, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **ARTICLE 2 : MODIFICATION**

L'annexe 2 figurant au paragraphe « *Provenance des déchets* » de l'article 32.1 « *Dispositions générales* » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCLD-2005-229 du 14 avril 2005 est remplacé par l'**annexe 1** du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais (CAGS).

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Sens et peut y être consultée.

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Sens pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne, pendant une durée minimale de 4 mois.

### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou hiérarchique auprès du ministre chargé de la transition écologique, dans le délai de deux mois. Son exercice proroge les délais mentionnés au 1° et 2°.

La juridiction administrative peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu' à :

- Monsieur le Maire de Sens,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **18 OCT. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire générale

Pauline GIRARDOT

## **ANNEXE 1 : PÉRIMÈTRE DE COLLECTE DES DÉCHETS (ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉS)**

### **COMMUNES CONCERNÉES**

#### **Communauté d'agglomération du Grand Sénonais**

- ARMEAU
- LES BORDES
- COLLEMIERS
- COURTOIS-SUR-YONNE
- DIXMONT
- ÉTIGNY
- FONTAINE-LA-GAILLARDE
- GRON
- MAILLOT
- MALAY-LE-GRAND
- MALAY-LE-PETIT
- MARSANGY
- NOÉ
- PARON
- PASSY
- ROSOY
- ROUSSON
- SAINT-CLÉMENT
- SAINT-DENIS-LÈS-SENS
- SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
- SALIGNY
- SENS
- SOUCY
- VÉRON
- VILLENEUVE-SUR-YONNE
- VILLIERS-LOUIS
- VOISINES

#### **Communauté de communes de l'Aillantais en Bourgogne : accueil des déchets dans la limite de 1 100 tonnes annuelles :**

- CHASSY
- FLEURY-LA-VALLÉE
- LA-FERTÉ-LOUPIÈRE
- LE VAL D'OCRE
- LES ORMES
- MERRY-LA-VALLÉE
- MONTHOLON
- POILLY-SUR-THOLON
- SAINT-MAURICE-LE-VEIL
- SAINT-MAURICE-THIZOUAILLE
- SENAN
- SOMMECAISE
- VALRAVILLON

**Communauté de communes Yonne Nord : accueil des déchets dans la limite de 500 tonnes annuelles :**

- CHAMPIGNY
- CHAUMONT
- COMPIGNY
- COURLON-SUR-YONNE
- CUY
- EVRY
- GISY-LES-NOBLES
- LA-CHAPELLE-SUR-OREUSE
- MICHERY
- PAILLY
- PERCENEIGE
- PLESSIS-SAINT-JEAN
- PONT-SUR-YONNE
- SAINT-SÉROTIN
- SERBONNES
- SERGINES
- THORIGNY-SUR-OREUSE
- VILLEBLEVIN
- VILLEMANOCHE
- VILLENAVOTTE
- VILLENEUVE-LA-GUYARD
- VILLEPERROT
- VINNEUF

**Communauté de communes de la Vanne et du Pays d'Othe**

- ARCES-DILO
- BAGNEAUX
- BOEURS-EN-OTHE
- CÉRILLY
- CERISIERS
- COULOURS
- COURGENAY
- FLACY
- FOISSY-SUR-VANNE
- FOURNAUDIN
- LA POSTOLLE
- LAILLY
- LES CLÉRIMOIS
- LES SIÈGES
- LES VALLÉES DE LA VANNE
- MOLINONS
- PONT-SUR-VANNE
- SAINT-MAURICE-AUX-RICHES-HOMMES
- VAUDEURS
- VAUMORT
- VILLECHÉTIVE
- VILLENEUVE-L'ARCHEVÊQUE